

Quoi de NEUF?

INFORMATIONS & NOUVELLES d'ALGERIE

P
R
S

29 JANVIER 1968

N° 5

EN QUELQUES MOTS...

Le pouvoir de BOUMEDIENNE a été ébranlé, ces derniers mois, par une violente secousse intérieure.

ZBIRI et ses amis n'ont pas réussi leur coup d'Etat parce que leur tentative s'est faite en dehors du peuple: ils ont compté sur les blindés. La trahison de certains de leurs complices et l'aviation de BOUMEDIENNE ont rapidement écrasé leur action.

Dans cette affaire, BOUMEDIENNE a perdu la plus grande partie de son autorité et l'A.N.P. a perdu son unité. Les grands vainqueurs ont été les bourgeois, anciens et nouveaux, du secteur d'Etat ou du secteur privé, qui occupent maintenant tous les postes de commande, ayant éliminé les derniers représentants de la petite-bourgeoisie.

Dans cette logique, BOUMEDIENNE sera éliminé à son tour. Déjà, il est éclipsé dans toutes les décisions importantes par Kaïd AHMED, représentant authentique de la bourgeoisie algérienne. Le rôle de ce dernier est d'utiliser le cadre du parti unique pour asseoir définitivement la domination politique de cette bourgeoisie. Cette dernière, livrée à elle-même, sans aucun contrôle va, désormais, détourner ouvertement à son profit exclusif, le revenu national. Pour arrondir ses bénéfices, elle n'hésitera pas à piller les richesses nationales pour les vendre aux étrangers, à écraser les travailleurs dont les salaires seront réduits (alors que les prix des denrées de première nécessité augmenteront), à ruiner toutes les petites gens: fellah, petits-commerçants qui seront écrasés d'impôts et de taxes.

La situation des masses continuera à se dégrader. Misère, chômage et injustice seront accusés. Sur le plan politique, la démocratie a été officiellement condamnée puisque, selon le même Kaïd AHMED, "elle est un cancer qui ronge tout le corps de la nation qui l'a adoptée"...

Comment peut-on arrêter cette dégringolade ?

Le Parti de la Révolution Socialiste a, quant à lui, depuis longtemps condamné toute politique qui se fait en dehors du peuple et, plus particulièrement, en dehors des masses laborieuses. Il a refusé énergiquement de participer aux intrigues, aux luttes de clans, en un mot, à faire le jeu des classes dirigeantes.

Contrairement à certains mouvements d'opposition qui comptaient sur les contradictions du sommet pour accéder au pouvoir, le P.R.S. a clairement défendu la thèse selon laquelle les révolutionnaires Algériens se trouvent dans le peuple et non au pouvoir. Les éléments soi-disant révolutionnaires du pouvoir ne sont, en fait, que des réactionnaires déguisés.

Le P.R.S. a tout mis en œuvre pour démasquer la véritable nature de l'Etat algérien. Tous ses écrits reviennent sans cesse sur la façon dont la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie ont manœuvré depuis 1962 pour prendre les postes de commandement et écarter les masses algériennes de la gestion de leurs propres affaires.

Comme l'a affirmé Mohamed BOUDIAF dans sa déclaration du 19 décembre dernier: "... Certains nous ont reproché d'avoir choisi une voie longue, d'avoir refusé les compromis, d'être coupés des réalités. En fait, chaque acte du drame de notre pays fait la preuve que les compromis sur le dos du peuple conduisent à la compromission et que la seule réalité tangible, le seul guide de l'action, c'est l'intérêt des masses populaires dans leurs couches les plus démunies...".

Fidèle à ses choix, le P.R.S. œuvre à la constitution du parti des travailleurs Algériens, indépendant, rejettant les influences bourgeois et petites-bourgeois, organisant les éléments les plus avancés des classes laborieuses autour d'un noyau de militants armés d'une théorie révolutionnaire. Cette voie est la seule qui peut conduire à la mobilisation totale du peuple algérien et à sa victoire finale.

Les tâches actuelles sont de rassembler l'avant-garde des travailleurs Algériens, de lui faire prendre conscience de la nécessité de s'organiser, de l'éduquer politiquement. Ceci se fera par un large travail d'explication et de formation de cadres ouvriers.

Si tous les militants sont convaincus qu'il n'y a rien à attendre du pouvoir et qu'il faut compter sur soi-même, la réalisation de ces tâches est à notre portée.

Que tous les révolutionnaires Algériens prennent donc leurs responsabilités, que partout les conditions soient créées d'une prise de conscience et d'une organisation des travailleurs.

Militons pour former des cadres ouvriers, pour faire avancer nos idées, pour créer nos structures organiques.

Popularisons le mot-d'ordre de la phase actuelle:

ETUDE, PROPAGANDE, ORGANISATION.

• • •

◦

LA CRISE DU POUVOIR

- Les masses populaires sont en dehors du coup! -

Des éclaircissements sur le putsch manqué de ZBIRI ont été rendus publics. BOUMEDIENNE, dans son discours du 5 janvier raconte ainsi sa version des faits: "... Beaucoup d'entre vous ont entendu parler des événements qui ont eu lieu à l'occasion de la commémoration de

du 1er Novembre. Tahar ZBIRI, de par ses fonctions, avait été chargé de préparer le défilé militaire, mais il s'est dérobé et nous eûmes la surprise avant le défilé de constater son absence, absence que nous avons tout d'abord mise sur le compte d'une maladie, d'un empêchement majeur.. mais quel ne fut pas notre étonnement, lorsqu'il nous répondit que son absence était motivée par des problèmes politiques. Nous avons essayé de convaincre ZBIRI de remettre ces problèmes politiques pour après la fête, afin que nous tentions alors de leur trouver en commun une solution. Mais il persista dans son refus et s'abstint d'assister à la réception organisée à l'Amiraute. Tous les efforts entrepris par la suite - entre le premier et le quatre novembre - pour l'amener à changer d'avis se révèlèrent vains, malgré le langage de l'amitié, de la fraternité, de la persuasion que nous avons utilisé inlassablement..."

"... Je suis allé moi-même le voir à son domicile, sans plus de succès. Dans la nuit du Dimanche 5 novembre, je fus informé que Tahar ZBIRI s'était retranché au camp du Lido où stationnait un bataillon de chars commandé par son beau-frère Layachi et que de là ZBIRI avait entrepris des contacts téléphoniques en vue de se rallier des complices (...) Je lui enjoignais donc de quitter le cantonnement immédiatement et de rentrer chez lui, car notre gouvernement et notre pouvoir révolutionnaire ne sauraient se soumettre au chantage ridicule d'utilisation des blindés, pareil style n'ayant aucune prise sur nous. Malgré cela, nous avons été magnanimes, par respect pour les liens d'amitié et de fraternité, nous avons essayé de nouveau d'amener ZBIRI à réviser son attitude mais ce fut peine perdue...".

"... Nous avons tenu des réunions restreintes durant 10 jours, mais elles se révèlèrent par la suite infructueuses, puisque la campagne d'intoxication continuait à s'intensifier, les rumeurs à circuler sans aucune retenue, pendant que la presse étrangère de droite, d'inspiration sioniste ne cessait d'encourager les conspirateurs. (...) "Le 14 décembre à 19 heures, le commandant de la Première Région m'informe qu'à partir d'Al-Asnam, un bataillon de chars s'était mis en mouvement en direction d'Alger (...). J'appris également que deux bataillons, comme celui d'Al-Asnam, faisaient mouvement sur Alger (...) Les conjurés crurent que la route leur était ouverte entre Al-Asnam et la capitale, et qu'il n'y avait pas d'autre force capable de résister aux chars et aux voitures blindées...".

"... Ordre a été donné à des jeunes, élèves des écoles militaires, de stopper net et coûte que coûte les séditieux et de les empêcher de dépasser le pont d'El-Afroun...".

Mais ce récit, bien qu'il soit parfaitement révélateur des tractations qui se passaient dans le dos du peuple, comporte des vides, notamment sur ce qui s'est passé la nuit du 14 décembre et la mort de Saïd ABID. Le "FIGARO" du 26 décembre 1967 donne, quant à lui, une version de cette nuit:

".. Sur cette étrange nuit, si fertile en évènements, et sur la mort demeurée mystérieuse du colonel ABID, voici d'intéressantes précisions: C'est parce qu'il a été l'instrument et finalement la dupe d'une fausse négociation qui a dégénéré en félonie que Saïd ABID a été tué (ce qui n'est pas sûr) ou plus probablement "contraint" au suicide, car il est rarissime qu'un musulman se donne volontairement la mort. Pourquoi ZBIRI, son beau-frère LAYACHI, et leurs bataillons de chars s'arrêtent-ils, dans la nuit du 14 au 15, vers trois heures du matin, entre El-Afroun et Mouzaïaville alors que leurs forces blindées leur ouvrent pratiquement, sans coup férir, la route d'Alger ? Parce qu'ils attendent deux choses:

1°) Une action d'éléments amis pour paralyser les centres névralgiques de la capitale;
 2°) Le feu vert de Saïd ABID qui a promis à son ancien chef et compagnon d'armes l'appui de la garnison de Blida - dernière étape avant Alger- qu'il commande directement..." Mais cela ne se passe pas ainsi: "... et pour cause: le commandant de la première région militaire est virtuellement prisonnier de BOUMEDIENNE. Informé dès l'après-midi par sa police secrète que quelque chose se trame dans le fief du commandant Saïd ABID, le président Algérien dépêche d'urgence à son P.C. de Blida deux officiers supérieurs de l'Etat-Major général entièrement à sa solde, les commandants CHABOU et ZERGHINI, et le colonel BENCHERIF, commandant la gendarmerie, appuyé de plusieurs détachements de ce corps réputé pour sa fidélité au régime.

Surpris à son P.C., étroitement surveillé, mis dans l'impossibilité de prévenir les conjurés qui sont en train de former leurs colonnes, ABID juge qu'il n'a plus qu'une solution pour tirer son épingle du jeu: arranger l'affaire entre les rebelles et Alger (...). Pendant que ZBIRI attend - inquiet, nerveux, sans nouvelles de Blida ni d'Alger, ne sachant plus très bien quoi faire - Saïd ABID fait part aux anges gardiens que lui a adressés BOUMEDIENNE de sa volonté de tenter une médiation. Le président, aussitôt con tacté, feint d'accepter et donne son accord pour qu'il aille voir ce que veulent exactement ZBIRI et ses amis. Il laisse entendre que, si les insurgés se montrent raisonnables, il lâchera du lest...".

"... De retour à Blida, le chef de la première région militaire dépêche à l'Oued-Bou-Rouï un officier de son Etat-Major qui, ancien compagnon de lutte, à la confiance de ZBIRI. Il faut de longues palabres pour apaiser celui-ci, furieux, mais qui sent qu'avec tout ce temps perdu (il est alors près de 5 heures du matin) et ces défections, il a raté son coup. Finalement, il fait connaître ses conditions. D'accord, il ne renversera pas le régime, mais il veut des garanties solides attestant la bonne volonté de BOUMEDIENNE. Pour faire demi-tour avec ses chars, ZBIRI exige la promesse d'une réunion rapide du Conseil de la Révolution élargi et demande pour ses amis politiques, notamment l'ex-ministre du Travail ZERDANI, deux ministères-clés: les Affaires étrangères, de toute façon (titulaire actuel: BOUTEFLIKA) et, en plus, la Défense nationale (BOUMEDIENNE lui-même) ou l'Intérieur (détenue par le bras droit du président: M. MEDEGHRI). POUR LE PRINCIPE? les rebelles réclament aussi le respect des "acquis de la révolution": direction collégiale et autogestion, pratiquement devenues lettres mortes".

"Saïd ABID, toujours sous bonne escorte, retourne à Alger pour porter à BOUMEDIENNE la réponse de ZBIRI. Il le pousse à se montrer conciliant. Il reprend à son compte les critiques majeures que les conjurés adressent au régime. BOUMEDIENNE, qui sait très bien qu'il ne peut pas engager de nuit l'aviation contre les colonnes blindées de son ancien chef d'Etat-Major, se fait tirer l'oreille pour gagner du temps. La discussion est serrée. Au bout du compte, il s'engage à donner satisfaction sur certains points à ZBIRI et à ses compagnons si les officiers et les "soldats perdus" regagnent dès le matin leurs casernes. Saïd ABID croit avoir gagné". "... De son P.C. blidéen, il va lui-même à Mouzaïaville dire à ZBIRI que tout est arrangé, que le président s'est montré compréhensif, que les insurgés ont obtenu satisfaction sur l'essentiel et qu'ils peuvent - qu'ils doivent - faire demi-tour. ZBIRI - méfiant, il a raison... - hésite. Il acceptera parce qu'il a confiance dans le commandant ABID qui s'est "mouillé à fond", qui a pris sur lui la réussite des négociations. De toute manière, maintenant, l'ancien chef de l'Etat-Major général n'a plus le choix: il a perdu des heures précieuses (il est environ 7 H. du matin), le jour va se lever.

.. La colonne rebelle s'apprête donc à rebrousser chemin pour regagner ses bases de départ: Miliana et Orléansville. Et, soudain, un peu avant 8 heures, deux "MIG" (4, au dire d'autres témoins) quittent la base de Boufarik, prennent la route El-Afroun-Mouzaïaville en enfilade, clouant sur place, en quatre passages, quelques blindés et mitraillant ceux qui cherchent à fuir à travers champ et qui s'embourbent....

En rapprochant ces deux versions des évènements, il apparaît clairement:

1°) Que ZBIRI n'a jamais remis en cause le régime et que toute son action visait seulement à consolider sa propre position au sein du pouvoir. Ceci explique qu'il ait cherché à discuter, même au dernier moment, ce qui a permis à BOUMEDIENNE de le neutraliser.

2°) Que du côté de BOUMEDIENNE, aussi bien que du côté de ZBIRI, une chose saute aux yeux: le mépris des masses populaires. BOUMEDIENNE n'a pas hésité à bombarder la population civile pour conserver son pouvoir. Tandis que ZBIRI, une fois sa tentative ratée, n'a pas donné la moindre explication de son attitude. Il n'a même pas essayé de se laver des injures dont le couvrent ses vainqueurs. Pour tous ces gens, le peuple ne compte pas, ils préfèrent laver leur linge sale en famille. Les masses algériennes l'ont d'ailleurs bien compris puisque leur indifférence a été totale à propos de ces luttes au sommet. Elles montrent bien, qu'en fin de compte, cette affaire ne les concerne pas.

3°) Pour essayer d'expliquer l'indifférence du peuple, ceux qui avaient compté sur ZBIRI ont lancé une grande campagne d'intoxication pour faire croire que de nombreuses arrestations avaient été opérées. En fait, à part quelques interpellations, il n'y a rien eu, ou presque rien. On a laissé entendre que le colonel ABBAS avait été arrêté et torturé; or, c'est ce même colonel qui a prononcé l'oraison funèbre de Saïd ABID.

Les opportunistes Algériens ont toujours manœuvré, avant-hier avec BEN BELLA et hier avec ZBIRI pour détourner les masses populaires du combat réel qui est la constitution d'un parti des travailleurs Algériens, autonome et radicalement opposé au pouvoir. C'est dans cette voie que se sont engagés les militants du P.R.S. C'est cette voie qui conduira à la Révolution Socialiste.

Mobilisons nos forces
pour
la formation de cadres ouvriers

LE DISCOURS DE BOUMEDIENNE DU 5 JANVIER

"Le régime montre sa nature réactionnaire"

Dans ce discours, prononcé devant les "cadres" de la nation (A.N.P., Parti, Administration), BOUMEDIENNE tente de justifier sa politique. Il veut prouver que "sa" gestion a débouché sur des résultats.

Prenons les points les plus importants du texte publié et essayons d'en voir les "lacunes", les "oubliés" et les mensonges.

1°) Dans la première partie de son exposé, BOUMEDIENNE refuse l'appellation "coup d'Etat militaire" pour le 19 juin, qu'il appelle un "sursaut". Un tableau très sombre de la situation sous BEN BELLA est dressé: anarchie, rébellion, emprisonnements, ingérences étrangères, instabilité... BOUMEDIENNE s'attarde sur le fait que le coup d'Etat s'est passé "sans état de siège" et a été "accueilli avec une grande ferveur par la nation qui l'a pleinement approuvé"... Il affirme, en outre, que les portes du pays ont été ouvertes à tous les Algériens (ce qui est faux, puisque aucune amnistie n'a été prononcée...).

Une grande place est faite au sens de "l'unité révolutionnaire". Cette unité ne signifie pas pour lui un regroupement de l'avant-garde, mais la base de l'union nationale. Or, dans un pays comme l'Algérie, où sévit une classe d'exploiteurs, l'union nationale ne peut que cacher cette exploitation. BOUMEDIENNE vient donc démentir ceux qui prétendaient qu'il avait fait un choix révolutionnaire. Ce qu'il appelle par démagogie "unité révolutionnaire" n'est donc que l'union des classes dirigeantes.

2°) BOUMEDIENNE s'explique sur l'opposition entre Administration et Parti. L'action gouvernementale a été de "libérer le fonctionnaire de toute sujexion partisane". Ainsi donc, le conflit qui apparaissait sous BEN BELLA entre le Parti et la bureaucratie de l'Etat a été tranché en faveur de la bureaucratie. En d'autres termes, BOUMEDIENNE reconnaît la suprématie des technocrates dans l'Etat Algérien. Le caractère bureaucratique du régime est clairement exprimé dans la phrase: "le fonctionnaire devant, à nos yeux, obéir à une réglementation déterminée...". BOUMEDIENNE reconnaît que le népotisme est la règle générale. Il dit que cela a cessé, mais il ne dit pas comment ?

3°) Sur le plan économique, BOUMEDIENNE dénonce "l'état de choses désastreux et la méthode de gestion moyennâgeuse" du régime précédent. Il dénonce "la démagogie et l'irresponsabilité qui régnait alors, avec, pour premier souci, le maintien au pouvoir"... "L'opinion répandue était que chacun avait le droit d'user à sa guise des biens de l'Etat du fait même que nous étions indépendants...". BOUMEDIENNE déclara lors que des mesures nécessaires pour arrêter cet état de choses ont été prises sans rechercher la popularité. Là, il cite notamment la politique gouvernementale de récupération des impôts, des loyers... à

tre d'exemple: pour les biens vacants, les revenus sont passés de 1 milliard à 16 milliards... Cette action est présentée comme étant menée dans l'intérêt de la Patrie...

Ce que BOUMEDIENNE ne dit pas, c'est à quoi a servi cet argent et quelles ont été les classes les plus touchées par ces mesures d'austérité. Ce sont, en réalité, les plus démunis qui ont été touchés par la politique d'épargne menée par Kaïd AHMED. Les inégalités ont été aggravées: les riches sont devenus plus riches, parce que l'Etat leur prêtait l'argent ainsi récupéré, tandis que les pauvres devenaient plus pauvres. Par ailleurs, cette partie du discours dénote la conception autoritaire de l'Etat qui ne doit pas tenir compte de la volonté des citoyens: le groupe au pouvoir décide unilatéralement de ce qui est bon ou n'est pas bon pour l'Algérie et passe à "l'application", même si les mesures décidées ne sont pas "populaires".

4°) Passons à la question que l'on trouve dans tous les éditoriaux de la presse algérienne: c'est celle des réserves de 400 Millions de dollars dont 150 Millions ont été convertis en or. BOUMEDIENNE en fait un argument sur l'action gouvernementale pour la conquête de l'indépendance économique. Qu'en est-il exactement ? Ces réserves proviennent de la vente de matières premières aux impérialistes (notamment le pétrole et le gaz dont des quantités de plus en plus grandes sont exportées): pillage de nos réserves. Ces rentrées auraient été bénéfiques si elles avaient servi à la lutte contre le sous-développement: investissements productifs dans des secteurs prioritaires, luttes contre le chômage, la misère et pour le relèvement du niveau de vie des masses déshéritées. Mais non, elles sont soit consommées par les classes dirigeantes (budget de fonctionnement) soit théaurisées et donc immobilisées (réserves). Ainsi, les matières premières, atout des Algériens pour lutter contre le sous-développement de leur pays, ont une autre destination. L'immobilisme économique du régime, les investissements dans des affaires rentables d'un point de vue capitaliste qui ne correspondent pas aux besoins des Algériens, en un mot, la poursuite de la politique coloniale d'enclave et de pillage des richesses nationales n'a aucun effet sur le niveau de vie des Algériens, bien au contraire, elle augmente le sous-développement.

5°) On apprend ainsi que 90 Milliards ont été distribués aux anciens moudjahiddine et que 300.000 hectares leur ont été distribués -un os à ronger pour les faire taire-. On apprend aussi que depuis cinq ans, le secteur traditionnel (7 à 8 millions de personnes) a reçu 30 Milliards dont la plus grande partie a été allouée soit aux paysans les plus aisés, soit aux S.A.P. qui louent leurs services à ceux qui ont les moyens de les payer. Ainsi, le bilan officiel montre qu'une catégorie de paysans algériens ont été complètement abandonnés à leur sort par les pouvoirs publics et qu'il n'est pas question de faire quoi que ce soit pour eux, puisque le pouvoir est satisfait de ce qui a été "réalisé"...

BOUMEDIENNE, très satisfait apparemment, conclut sur ce chapitre: "Cela s'est fait sans tapage, sans démagogie, sans aucun désir de susciter une quelconque popularité, la construction du socialisme...". Ainsi, BOUMEDIENNE construit le socialisme à l'insu du peuple algérien. C'est ce qui explique que l'on en ait pas entendu parler jusqu'à ce jour. Dans cette phrase apparaît cette conception des rapports Etat-peuple que nous avons dénoncée plus haut: le peuple ne compte pas!

6°) BOUMEDIENNE en vient finalement aux institutions: malgré les mots, BOUMEDIENNE ne peut nier que les Assemblées communales ne jouent aucun rôle (elles sont d'ailleurs considérées comme de simples appareils administratifs) et qu'il n'existe aucune institution, surtout maintenant, puisque le Conseil de la Révolution n'existe plus et que le gouvernement compte de nombreuses vacances et, qu'enfin, le Parti est dénoncé comme un lieu de recassement. Il dénonce les institutions de BEN BELLA notamment: "l'organisation précipitée d'élections d'une Assemblée nationale" -notons que les députés continuent de toucher leurs salaires pour qu'ils se taisent...

7°) Pour terminer, BOUMEDIENNE donne sa version du putsch manqué de ZBIRI et montre aussi sa grandeur d'âme et sa magnanimité, mais aussi sa fermeté! En réalité, il apparaît que, jusqu'à la dernière minute, BOUMEDIENNE a recherché un compromis et que c'est par une trahison qu'il a réussi à écraser le coup de force de ZBIRI (voir chapitre "Crise du pouvoir").

8°) Quelques lignes sont consacrées à la révolution agraire qui "devra être étudiée minutieusement à cause de sa complexité!" Gageons qu'elle ne sera pas pour demain! BOUMEDIENNE se disculpe quant à l'autogestion: il ne veut pas la liquider comme on l'en accuse, mais pourtant, il déclare clairement que la chose (l'autogestion) devra être étudiée soigneusement, en tenant compte du pour et du contre. Il cite les doléances de "citoyens", "responsables" des Assemblées populaires communales qui lui auraient dit: "Certes, l'autogestion est une bonne chose, mais il y a des fellahin totalement dépourvus, perdus dans les montagnes et qui appellent de leurs voeux cinq hectares, dix hectares...". Ce passage n'échappera certainement pas aux gros propriétaires fonciers qui voient là un moyen de s'accaparer les terres de l'autogestion en les rachetant plus tard aux bénéficiaires du partage. Car ces derniers pourront moins bien se défendre contre la rapacité des notables que les ouvriers organisés des domaines autogérés.

Tout le discours de BOUMEDIENNE est, en fait, une tentative de montrer aux véritables maîtres du pouvoir (bourgeoisie de l'Etat et bourgeoisie privée) qu'il peut encore être leur homme de main. C'est, en fait, un plaidoyer pour garder le pouvoir.

LE TEMPS DES KAID EST REVENU !

Depuis deux mois, un homme occupe le devant de la scène politique algérienne. La presse est chaque jour remplie de ses exploits. Cet homme, c'est Kaïd AHMED: le personnage le plus hât en Algérie, celui dont les méthodes inhumaines et les injustices flagrantes en matière d'impôts ont provoqué la juste colère du peuple.

Jamais, de mémoire d'Algérien, on n'avait vu autant d'abus, de saisies, d'arbitraire dans la perception des impôts, que durant le passage de Kaïd AHMED au ministère des finances. N'est-ce pas lui qui poussa le cynisme jusqu'à recommander aux chômeurs et aux déshérités de ne manger qu'une fois par jour ?

Qui est ce personnage ?

C'est un Caïd, dans tous les sens du terme: riche propriétaire foncier, il soumet la région entière de Tiarét à sa domination féodale et à celle de sa famille. Homme à tout faire des propriétaires terriens et des affairistes, il a saboté l'autogestion en lui coupant les vivres; il a fait restituer des domaines aux anciens propriétaires; il s'est prononcé contre la réforme agraire (et pour cause); mais ce qui est encore plus grave, il a disposé de l'argent public, non pour lutter contre le chômage, aider les paysans pauvres, relever le niveau de vie des travailleurs, mais pour le distribuer aux capitalistes sous la forme de prêts. Car LA POLITIQUE DE Kaïd AHMED c'est d'aider à la construction d'une classe de patrons Algériens qui pourraient prendre en mains l'exploitation des travailleurs Algériens! Pour cela, il faut des capitaux! Alors, Kaïd enlève aux pauvres pour donner aux riches. Pour l'année actuelle, il a prévu de "prêter" 130 Milliards aux capitalistes Algériens pour les aider à renforcer leur puissance!

Ce n'est pas tout !

Cet ennemi du peuple algérien s'est mis en tête de mettre au pas les travailleurs, de briser la résistance populaire. C'est la raison pour laquelle on le trouve à la tête du Parti du F.L.N. Depuis, il multiplie les menaces, les intimidations... Car Mr. Kaïd veut être un dur, un homme ferme... un vrai Caïd, quoi ! Celui qui remettra de l'ordre dans cette Algérie qu'il considère comme sa propriété privée. Son profond mépris du peuple, sa folie des grandeurs le rendent aveugle... Il croit qu'il pourra impunément provoquer les Algériens.

Certains hommes ne retiennent rien des leçons de l'histoire... pourtant, celle de l'Algérie est déjà si fertile en renversements !...

LE SCANDALE DE LA SCOLARISATION

La dernière rentrée scolaire, la publication du Budget 1968 ainsi que celle des perspectives décennales sont autant d'éléments qui permettent de faire le point sur cette question importante: la scolarisation.

Malgré l'optimisme officiel, le bilan est catastrophique tant sur le plan de la quantité que sur celui de la qualité.

Ainsi, 50 % des enfants sont condamnés à la rue et bannis des écoles. Quant à ceux qui, par chance, ont trouvé une place, il y a à parier qu'ils n'apprendront pas grand-chose, étant donné le nombre d'élèves par classe, l'inadoption des programmes et la sous-qualification des maîtres.

Pour la rentrée de 1967, les prévisions n'ont pas été réalisées. Selon le ministère de l'Education nationale, cela est dû au "retard pris dans la construction scolaire". Sans entrer dans les détails des querelles entre administrations qui se rejettent mutuellement la responsabilité de cet état de choses, soulignons qu'il existe, en Algérie, de nombreux établissements qui peuvent être transformés en écoles, à commencer par les casernes, les somptueuses villas accaparées par les responsables... Doit-on rappeler qu'à Cuba, les palacos qui appartenaient aux impérialistes ont été remis aux étudiants? Doit-on rappeler qu'au Vietnam l'éducation se fait dans des abris, des tranchées...? Car, ce qui compte, c'est éliminer l'analphabétisme, combattre l'ignorance, éduquer les futurs citoyens!

En Algérie, on constate que l'analphabétisme se répand de plus en plus, malgré les cinq ans d'indépendance. En Algérie, on constate que l'éducation c'est un LUXE réservé aux riches.

La preuve! C'est la cherté du coût de l'enseignement en Algérie: les exigences ridicules de trousseau, de livres, de matériel inutile ont contribué à éliminer les enfants les plus pauvres.

En vérité, le retard que prend chaque année la scolarisation est voulu par le gouvernement: la classe dirigeante veut réserver l'enseignement à ses enfants pour qu'ils puissent, domain, continuer à dominer la masse. Les notables Algériens font bénéficier leurs enfants d'un enseignement de qualité, dispensé dans les collèges privés de Suisse ou d'Alger. La vérité est que le pouvoir n'a pas intérêt à combattre l'ignorance, c'est pourquoi il ne le fait pas !

Les "perspectives décennales", plan de dix ans publié par le pouvoir, constate que le nombre d'enfants non scolarisés ira en augmentant et atteindra 2 Millions d'enfants en 1975 - et à condition qu'il n'y ait pas de retard dans les réalisations...!

Boumedienne, dans son discours du 5 janvier, s'est déclaré très satisfait. Il est fier d'avoir des réserves d'or. Mais à quoi cela sert-il d'avoir de l'argent, si les enfants sont jetés à la rue?

Ne parlons pas du scandale de "l'arabisation de la 2ème année", décidé par TALEB, pour des motifs politiques, malgré les avis contraires des parents et des spécialistes: il voulait faire plaisir à ses amis Cutamas dont on connaît les vues courtes et réactionnaires en matière d'éducation.

Quand donc cessera-t-on de gaspiller toutes les potentialités humaines et naturelles de notre pays ?

Ce jour viendra quand les travailleurs prendront le pouvoir. Eux seuls pourront envisager et réaliser une politique conforme aux intérêts vitaux du peuple algérien. Eux seuls auront à cœur de lutter énergiquement et efficacement contre l'ignorance: cause de l'asservissement des masses populaires.

• • •
• • •

INDUSTRIALISATION de L'ALGERIE

- Un moyen pour assurer la domination impérialiste sur notre pays -

Ces dernières semaines, la presse du pouvoir publie, avec tapage, le budget de 1968 et le plan triennal (1967-68-69). Elle expose la stratégie économique du pouvoir. Cette stratégie se résume en trois points:

- priorité à l'industrie lourde,
- accumulation grâce aux hydrocarbures,
- substitution de la production nationale aux importations dans certains domaines.

C'est du moins ce qu'affirme la propagande gouvernementale. Avant de voir ce qu'il en est en réalité, demandons-nous ce que signifie le plan pour Kaïd et ses amis: c'est un simple rassemblement de chiffres pour mystifier les gens et donner l'impression que le pouvoir a une politique de développement.

Ce qui saute aux yeux, dans ce plan triennal, c'est que deux secteurs sont favorisés: les hydrocarbures (prospection et recherche, exploitation et transport du gaz et du pétrole) et la sidérurgie (hauts-fourneaux de Annaba pour la production de la fonte, laminoirs pour la fabrication de l'acier). Ces deux secteurs vont absorber 3.760 Millions de DA.

Que signifie alors ce que le plan désigne par "priorité à l'industrie lourde"? On entend par industrie lourde: hydrocarbure et sidérurgie. A quoi vont servir les 3.760 Millions de DA, versés dans ce secteur ? Ces sommes vont permettre de construire le 4ème oléoduc et le 2ème gazoduc.

D'où viendront les tubes nécessaires ? Ces tubes seront fournis par des groupes industriels des pays impérialistes qui trouvent ainsi, un excellent marché (la SONATRACH, la S.N.S. la SONAREM ont conclu des accords avec KRUPP, HOESCH-EXPORT, E.N.I., INOCENTI, SIDAC-EXPORT, SUMITOMO-METAL-INDUSTRIE). Mais à quoi vont servir ces pipes-lines ? Ils vont permettre d'écouler à l'étranger, notre gaz et notre pétrole; avec l'argent retiré de la vente, le gouvernement compte construire d'autres oléoducs et d'autres gazoducs pour sortir encore plus de pétrole. La politique du pouvoir est donc d'accentuer le pillage de nos richesses nationales et l'on comprend alors mieux les accords conclus avec les trusts impérialistes dans ce domaine précis de l'économie algérienne, celui des hydrocarbures.

Donc, cette industrialisation qui repose sur la construction de moyens de transport du gaz et du pétrole, sur la production de fonte et d'acier qui ne répond pas aux besoins algériens, n'est pas créatrice de richesses, mais dévoreuse de richesses. C'est ce que les responsables du Plan entendent par "priorité à l'industrie lourde". Ce qui est visé, c'est le renforcement de la dépendance économique du pays envers l'impérialisme et la consolidation de la bourgeoisie d'Etat. Les responsables Algériens jouent très bien leur rôle d'agents de la pénétration néo-colonialiste dans notre pays.

Le Plan n'a pas pour objectif la création d'emplois, la résorption du chômage, le relèvement du niveau de vie. L'agriculture y est sacrifiée, ce qui signifie, pour des milliers de petits fellah, misère et chômage, exode vers les villes ou émigration vers la France.

Qu'entend le pouvoir par "substituer la production nationale aux importations dans certains domaines" ? Pour atteindre ce but, le plan propose la création de sociétés privées, aux mains de capitalistes Algériens qui bénéficieront de toute l'aide nécessaire pour mieux exploiter les travailleurs. La commission nationale d'investissements a déjà approuvé la création des sociétés suivantes:

- SAPILE, production de piles électriques
- CORINSA, chaudières et brûleurs,
- TRICOTAGE de l'OUED-MIRA, manufacture, bonneterie et confection.
- SIFA, fabrication de fromages,
- ALGERIE-CREME, fabrication de fromages, chocolaterie et confiserie.
- ZERHOUMI et Cie, chaussettes de fil.

La création de ces sociétés répond à la politique de Kéïd AHMED et à celle des chambres de commerce et de l'industrie. Ce qui est visé, c'est la consolidation de la bourgeoisie privée algérienne.

Ainsi donc la politique d'industrialisation du régime BOUMEDIENNE a deux directions principales: renforcement des liens avec l'impérialisme et développement de la bourgeoisie algérienne. Elle est donc essentiellement dirigée contre les intérêts des masses algériennes et, surtout, des travailleurs algériens.

INFORMATIONS SYNDICALES -

La situation des travailleurs en Algérie:

Révolution Africaine du 21 au 27/12/67 signale qu'une réunion de la commission exécutive de l'U.G.T.A. a voté une motion de soutien à Kaïd AHMED. Cette information confirme le museillage du syndicat entrepris depuis la parution de Révolution et Travail n° 128 du 18/12/67. Ce numéro donne des informations sur la situation catastrophique des travailleurs Algériens.

1°) les bienfaits de l'étatisation: A la société nationale des transports routiers (S.N.T.R. d'Annaba, après l'étatisation des unités autogérées, les travailleurs ont vu leurs salaires baisser et leurs droits bafayés:

- les primes de déplacements ne sont plus payées aux chauffeurs et convoyeurs depuis trois mois,
- les ouvriers ne sont pas assurés contre les accidents du travail. Bien plus, au mépris de toutes les lois, la société ne déclare pas tous les employés aux assurances sociales. Ils ne touchent donc pas les allocations familiales;
- 14 d'entre eux viennent d'être licenciés.

Cela n'empêche pas la gestion d'être catastrophique: les camions ne roulent plus (les chauffeurs ne recevant plus d'avances pour les voyages); le matériel se détériore faute de pièces de rechange et ce, au moment même où des clients ne sont pas servis.

Voilà donc les bienfaits de la "rentabilité" si vantée par les technocrates !

2°) situation des dockers à Alger: au cours d'une interview auprès des dockers, R. et T. signalent les difficultés de ce métier:

- la profession est divisée entre dockers professionnels qui sont prioritaires et dockers occasionnels qui ne reçoivent du travail qu'après les autres. Par des mesures de favoritisme, les contre-maîtres s'efforcent de dresser les uns contre les autres pour briser tout mouvement d'ensemble des dockers.

- les salaires des professionnels sont de 13 DA par jour (s'il y a du travail, ce qui n'est pas le cas tous les jours). Encore que depuis la guerre du Moyen-Orient on leur retient un dinar par jour (soit 7,7 % de leur salaire, s'ils travaillent);

- aucune condition d'hygiène et de sécurité du travail n'est respectée.

3°) les travailleurs de l'industrie du cuir: n'ont pas une situation plus favorable:

- à la C.G.C. de Bordj-El-Kiffane, il y a 250 ouvriers dont 130 enfants de 13 à 16 ans. Les salaires les plus bas sont de 0,60 DA à l'heure, soit 5 DA la journée! De plus, les cadres, tous français - bien qu'il s'agisse d'une société mixte - insultent les ouvriers et giflent même les plus jeunes, avec l'appui de quelques policiers du coin;

- chez BATA, le salaire mensuel moyen est de 350 DA, mais les salaires de 160 à 180 DA par mois sont les plus nombreux.

4°) à Oran:

- les travailleurs signalent une baisse de l'activité du port d'environ 50 %;
- l'hôpital d'Oran manque tellement de médicaments que des malades sont obligés d'en acheter dehors. On demande parfois 200 DA à un accidenté qui arrive pour l'admission;
- à ACILO, 450 ouvriers, dont 400 manœuvres illétrés, travaillent à 1.300° sans aucun équipement de sécurité, même pas de casques;

5°) les grèves: Partout où les travailleurs ont déclenché des actions de grève, leurs revendications ont été entendues, même si elles n'ont pas toujours été complètement satisfaites:

- grève du 21 au 28 novembre 1967 aux carrières Hamza de Constantine;
- grève le 24 novembre à l'ICOTAL de Bedjaïa,
- grève le 5 décembre à la S.T.A.C. de Sétif,
- grève de 25 jours aux H.S.A. (Huilleries et Savonneries d'Alger).

6°) manœuvres de la bureaucratie syndicale et étatique: Devant la détermination des travailleurs, certains cadres syndicaux ont préféré la temporisation. Leur action a directement servi le pouvoir car elle a désarmé les ouvriers. A propos du conflit entre ABDESSLAM et les socialistes de la SONATRACH et de la SN.-REPAL, "R. et T" dit : "Le mécontentement suscité par les mesures arbitraires a poussé les autorités supérieures à s'occuper de l'affaire. Ainsi, sous la directive de la présidence, une "commission d'enquête" a été réunie sous l'égide du Secrétariat Exécutif du Parti. Cette commission, après avoir étudié les différents aspects du conflit, a préconisé la réintégration des camarades licenciés (souligné par "R. et T.") En fait cette commission n'a eu pour seul résultat que de désamorcer la riposte des travailleurs (souligné par nous). En effet, elle n'a nullement imposé au ministre, l'application de ces décisions".

Cette situation est particulièrement significative, car elle montre l'un des moyens couramment utilisés par le pouvoir depuis 1962 pour détourner les travailleurs d'une action réelle contre tout le système.

Ramadan et spéculation:

Révolution et Travail (18/12/67) signale le développement de la spéculation pendant le mois du Ramadan. Par exemple, les tomates sont passées en une semaine de 0,70 DA à 1 DA le Kg. Cette spéculation provient de tout un système.

Certes, tout le monde prétend lutter contre la spéculation, mais il faut bien voir que la multiplication des intermédiaires dans le commerce est un trait caractéristique du sous-développement et, qu'au lieu d'entamer la lutte contre ce phénomène, l'Etat en tire parti, puisqu'il prélève des impôts sur chaque intermédiaire, alourdisant d'autant le prix de vente au détail. Ce prix élevé étant en fait des spéculations de ceux qui monopolisent les circuits d'approvisionnement en viande et qui disposent de hautes protections.

A propos de la bureaucratie algérienne:

Dans son éditorial, Révolution et Travail (18/12/67) constate que depuis plus de 5 ans, le parti "d'avant-garde révolutionnaire et socialiste" est inexistant. Ce qui provoque le renforcement constant de l'administration. C'est l'administration qui s'est emparée de tous les leviers de commande et dirige, en fait, le pays.

Ce climat a permis la naissance d'une véritable bourgeoisie bureaucratique. Conséquences: l'autogestion (quasiment liquidée dans les secteurs industriels et commercial) souffre, là où elle subsiste, du poids de telles bureaucratiques asphyxiantes.

- les libertés syndicales sont quotidiennement bafouées,
- l'écart s'agrandit entre le niveau de vie des masses et celui des couches privilégiées
- les petits salariés, les ouvriers, les chômeurs sont les seuls à supporter le poids grandissant des difficultés économiques et sociales.
- l'Algérie reste divisée en deux: "l'Algérie des riches et l'Algérie des pauvres".